

Associations  
**Le défi de la  
solidarité en  
période  
d'isolement**

**Le confinement en ce temps de coronavirus fait vivre un cruel paradoxe aux associations de lutte contre la pauvreté. En respectant les mesures de confinement nécessaires pour éviter une catastrophe sanitaire, elles participent à l'isolement de ceux qui souffrent déjà d'exclusion sociale. Beaucoup tentent donc de maintenir un lien, une aide, mais sans déforcer l'effort solidaire de tout un pays pour enrayer la pandémie. Focus sur ce grand écart, les alternatives mises en place et la réaction politique.**

Avec le soutien de la

## Quand les associations ferment leurs portes...

Avec la propagation du Covid-19<sup>1</sup>, de nombreuses associations de lutte contre la pauvreté suspendent leurs activités partout en Belgique. Il y a plusieurs raisons à leur décision. D'une part, c'est évidemment pour respecter le nécessaire confinement de chacun et pour éviter que le lieu de leur activité ne devienne un foyer d'infection. D'autre part, c'est pour protéger les volontaires et les bénéficiaires. Enfin, c'est parce que souvent, leurs modestes installations ne permettraient pas de s'organiser dans les conditions de sécurité requises par ce contexte inédit.

Évidemment, cette décision est pénible à prendre pour les responsables d'associations et difficile à accepter chez de nombreux volontaires qui donnent de leur temps tout au long de l'année pour secourir les personnes vivant en situation de pauvreté. Adrien de Vreese, président du conseil national de la *Société Saint-Vincent-de-Paul*<sup>2</sup> qui est active dans la distribution de colis alimentaires, le souligne : « *Ce n'est vraiment pas évident comme situation. Nous sommes tiraillés entre la sécurité des bénévoles, surtout celle de retraités plus à risque, et les difficultés que vont vivre une partie des bénéficiaires pour qui c'est vraiment important d'avoir une aide alimentaire* ».

1

## Accueillis sur le seuil, en fonction du ravitaillement

Ainsi, de nombreuses conférences *Saint-Vincent-de-Paul* ont fermé leurs portes. « *Mais d'autres, celles qui ont une équipe plus grande avec plus de jeunes, se disent qu'elles doivent tout faire pour continuer* », précise Adrien de Vreese. Celles qui ont la possibilité de rester en activité organisent une distribution de colis standard sur le seuil de leur porte, en équipe réduite, avec les bénévoles les plus jeunes ou des adolescents volontaires pour l'occasion. Les bénéficiaires font la file en respectant les distances de sécurité. « *C'est difficile parce que l'on est réduit à un distributeur de repas !*, regrette le président. *Ce n'est pas l'esprit de Saint-Vincent-de-Paul qui privilégie l'accueil, l'écoute et le lien* ».

Le ravitaillement pose aussi problème. Même quand les associations veulent maintenir une distribution de colis alimentaires, ce n'est pas toujours matériellement possible. Elles reçoivent moins des centrales régionales de la banque alimentaire et il y a moins d'invendus dans les grands magasins. « *Ceux qui peuvent se payer trois semaines de nourriture ont tout acheté et il n'y a plus d'invendus pour ceux qui sont dans le besoin* », déplore Adrien de Vreese. Et il précise encore : « *dans ma conférence à Lessines (Hainaut), en temps normal, nous avons dix bacs d'invendus au supermarché. Lors de la première*

---

<sup>1</sup> Le terme « coronavirus » désigne un genre (un ensemble) de virus dont fait partie le Covid-19 responsable de la pandémie apparue en Chine en décembre 2019 et frappant l'Europe début 2020. Les Coronavirus sont nommés ainsi à cause de leur apparence de « couronne » sous le microscope électronique. Covid-19 vient de « CoronaVirus Disease 2019 ».

<sup>2</sup> La Société Saint-Vincent-de-Paul vient en aide à environ 130 000 démunis au travers 300 associations locales (appelées conférences) dans tout le pays. Secteurs d'activités : essentiellement la distribution de colis alimentaires, l'accueil, l'écoute et permanences sociales.

*semaine de confinement, nous n'en n'avons eu que deux ! Nos frigos sont seulement remplis à 30%. » Et puis la crainte est là ! Il y a moins de personnes qui se présentent pour recevoir un colis. D'autre part, il y a aussi un accroissement des demandes de livraison de colis à domicile parce que certaines personnes à la santé fragile ne veulent pas s'exposer. D'autres ont simplement peur. Ceci dit, « plusieurs familles nous ont remercié de continuer à assurer le service malgré la situation, précise Adrien de Vreese. Certains ont souligné que c'était vital d'avoir ce colis pour boucler leur budget ».*

## Un colis n'est pas tout

Un colis, c'est une aide non négligeable dans le quotidien des familles. Et il est important de tenter de maintenir cette distribution quand les conditions le permettent. Dans le pays, les associations et les pouvoirs publics organisent aussi des services alternatifs. À Liège par exemple, l'Abri de jour de la ville et l'Accueil Botanique organisent une distribution de colis alimentaires, le Resto du Cœur a mis en place un système de « drive in » et l'Armée du salut propose des livraisons. La Ville de Liège aussi organise une distribution de colis alimentaires sur rendez-vous et un système de livraison pour les personnes âgées. Remarquons cependant que, pour beaucoup de personnes en situation de pauvreté, le confinement génère d'autres manques. Il accentue l'isolement et l'exclusion sociale. Sur ce point, Adrien de Vreese voudrait que son association soit plus réactive. « Il y a des gens pour qui ça va être très difficile. Une vraie détresse ! Il faudrait organiser une tournante de coups de téléphone à donner à nos bénéficiaires les plus seuls ».

## Confinés dans la rue...

À Liège encore, *Opération Thermos asbl*, abri de nuit pour SDF et restaurant social, a également suspendu ses activités. Pour le conseil d'administration, il s'agit de protéger les équipes de volontaires (environ 300) et les bénéficiaires à la santé particulièrement fragile. Ailleurs dans le pays, les abris ferment aussi et différents services d'accueil réduisent leurs activités. Pensez à la proximité dans les dortoirs, dans les cafétérias sociales, autant de foyer infectieux potentiels ! Mais laisser les sdf seuls dans des rues désertées ? Et les sans-papiers qui n'ont droit à rien ? Des voix se sont rapidement élevées dans la société civile pour dénoncer le côté inhumain des mesures de confinement pour ceux qui n'ont pas de chez eux.

Effectivement. Si nous ne sommes pas égaux face au confinement, selon que l'on vive dans une grande maison avec jardin ou un petit appartement, le confinement met potentiellement en danger de mort les sans-abri. *L'Ilot*, association qui vient en aide aux sans-abri à Bruxelles et Charleroi, ironise même avec son slogan « Covid-19 & Sans-abrisme, pour « rester chez soi », il fut avoir un « chez soi » ! » et dénonce ce paradoxe que connaissent environ 4000 personnes à Bruxelles. Sur sa page facebook<sup>3</sup>, l'association,

---

<sup>3</sup> <https://www.facebook.com/iloteilandje/>

une des dernières actives<sup>4</sup> dans la capitale, souligne que cette crise sans précédent révèle les failles insupportables d'une société incapable de proposer à toute sa population un logement digne et durable.

Par ailleurs, la capitale de l'Union européenne « accueille » nombre de migrants, souvent en transit vers l'Angleterre ou le nord de l'Europe. Ces personnes n'ont pas de statut et peu de soutien. Au début de la crise, le 19 mars, les migrants du parc Maximilien ont été évacués et ont surchargé des associations qui, non seulement ne s'y attendaient pas, mais qui, en plus, étaient en train de prendre des mesures de distanciation sociale.

Heureusement, certaines aides restent accessibles, comme à Bruxelles avec DoucheFLUX qui a maintenu son service de douches tout en suspendant le reste de ses activités et en limitant le nombre d'entrées ; avec le Samu social et la Croix-Rouge qui ont chacun ouvert un centre pour accueillir des personnes sans-abri qui pourraient avoir été infectés par le coronavirus (34 lits en tout) ou avec Médecins sans frontières qui a aussi annoncé l'ouverture, toujours à Bruxelles, d'une structure d'accueil d'une capacité de 50 lits à destination des sdf les plus vulnérables.

### La réaction des autorités publiques

De leur côté, les autorités publiques réagissent aussi. À Bruxelles, la Région finance un dispositif de 120 places dans un hôtel pour migrants et sans-abri laissés sans solution depuis les mesures de confinement<sup>5</sup>.

En Wallonie, dès le 18 mars, le Gouvernement a décidé de débloquer une enveloppe d'un million d'euros en faveur du secteur de l'Action sociale. Concrètement, cette enveloppe<sup>6</sup> est débloquée pour faire face aux frais de fonctionnement, de matériel et d'équipement et permettre l'engagement de personnel supplémentaire en fonction des réalités locales (renforcement des équipes réduites, augmentation des maraudes auprès des sans-abri, distribution de colis alimentaires avec le concours des partenaires locaux, encadrement des personnes confinées par une mise à disposition). Les Gouverneurs et les bourgmestres sont invités à coordonner cette action à l'échelle de la province.

### Réquisition d'infrastructures sportives et accueil en plein air...

À Mons, des sans-abri sont accueillis dans deux salles du stade de football Charles Tondreau grâce à un accord entre le CPAS et l'échevinat de l'Urbanisme. À Namur, les sans-abri peuvent loger dans un hall sportif de Jambes où 65 matelas gonflables ont été disposés à distance. À Charleroi, la Ville, en coordination avec le Relais social et le CPAS, a aménagé trois bâtiments appartenant à la commune pour accueillir des sans-abri et prévoir aussi le

---

<sup>4</sup> Cela s'explique, entre autre, par ses moyens. Contrairement à *Opération Thermos Liège* qui est une association de volontaires, *L'Ilot* compte environ 65 travailleurs.

<sup>5</sup> Voir Le Soir : <https://www.lesoir.be/288901/article/2020-03-20/coronavirus-un-hotel-bruxellois-pour-confiner-les-migrants-la-rue>

<sup>6</sup> Prévues pour 3 mois maximum.

confinement de SDF infectés. Il s'agit du hall sportif du COS (Parc des Sports) reconverti en abri de nuit pouvant accueillir 60 personnes, du hall sportif de la Maison pour associations à Marchienne-au-Pont transformé en centre de jour et géré par l'ASBL *Le Rebond*, et enfin d'un espace de quarantaine d'une capacité de 30 places avec chambres individuelles et sanitaires installé dans l'ancienne Garenne. Employé des services publics et des associations y travaillent de concert.

À Liège, la situation est plus problématique. Si la Ville de Liège, le relais social, le CPAS et la Province ont pris une série de mesures pour les sans-abri, elles paraissent insuffisantes. En effet, un accueil pour SDF a été organisé sur le site du Parc Astrid à Coronmeuse, en extérieur, pour limiter la propagation du virus. Mais il ressemble à une espèce de camping alors que les nuits sont encore très froides. De plus, le manque de moyens est criant. L'opposition a demandé aux autorités de réagir, d'engager plus de personnel, d'acheter du matériel, de mettre sur pied un centre d'accueil pour les sans-abri qui seraient infectés et surtout de réquisitionner des lieux pour organiser l'accueil au chaud, comme cela se fait ailleurs dans le pays et comme le permet le plan d'urgence national<sup>7</sup>.

### Le coronavirus, exhausteur d'inégalités ?

Pour Christine Mahy, secrétaire générale du Réseau wallon du lutte contre la pauvreté (RWLP)<sup>8</sup>, « *Le vrai problème, c'est que cette crise sanitaire et les mesures de confinement arrivent sur un terrain d'inégalités et que la crise, même gérée le mieux possible, va renforcer encore les inégalités et l'isolement* ».

Mais attention, le RWLP ne veut pas tirer sur le pianiste. La secrétaire générale insiste : « *on ne veut pas attaquer les politiques. On voit bien qu'ils font de leur mieux dans un contexte difficile. Mais notre rôle est d'être vigilants pour que les mesures prises tiennent compte des plus pauvres* ».

Le RWLP rappelle que les premières mesures annoncées concernaient les indépendants et l'économie. Et, même s'il faut agir en cette matière parce que la crise va durement toucher les petits indépendants, il ne faut pas mettre tous les moyens de ce côté. Christine Mahy le martèle, « *il faut penser aux fragilisés, aux jeunes qui travaillent pour payer leur kot, aux familles qui n'arrivent déjà pas à boucler leurs fins de mois, à ceux et celles qui travaillent grâce aux titres-services, aux mères seules, aux personnes souffrant de problèmes de santé mentale, aux sans-papiers et aux travailleurs pauvres qui survivent grâce à des petits boulots au noir, alors que la débrouille n'est plus possible dans ce contexte.* »

---

<sup>7</sup> « Lettre ouverte aux autorités publiques liégeoises : il faut un dispositif d'accueil durable. Nos demandes concrètes » (du groupe politique VertArdent) : [https://vertardent.be/dispositif-accueil-durable-demandes-vert-ardent/?fbclid=IwAR06IN\\_LY1phOZmG-5ioV-LaYLcNtuZiDIFL4nH2fCReldS6Aj7jjMHkGL8](https://vertardent.be/dispositif-accueil-durable-demandes-vert-ardent/?fbclid=IwAR06IN_LY1phOZmG-5ioV-LaYLcNtuZiDIFL4nH2fCReldS6Aj7jjMHkGL8)

<sup>8</sup> Voir : [www.rwlp.be](http://www.rwlp.be) Intéressant aussi d'y voir toutes les nouvelles mesures adoptées en faveur des populations les plus fragilisées.

Très vite, le Réseau a donc contacté le Ministre-Président wallon pour demander la mise sur pied d'une « *task force*<sup>9</sup> d'urgence sociale coronavirus », finalement lancée le 19 mars, à l'instar de celle qui se réunit pour l'économie depuis le 3 mars. L'objectif est d'adopter au niveau wallon une approche concertée des problèmes qui toucheront les populations les plus pauvres. Ce comité est coordonné par le cabinet du Ministre-Président et rassemble les représentants de l'ensemble des Ministres wallons, ainsi que des représentants du RWLP, de la Fédération des CPAS, de la Fédération des services sociaux (FDSS), du Service Public de Wallonie et de l'Agence wallonne pour une vie de qualité (AViQ). « Le RWLP, la Fédération des CPAS et la FDSS, vu leur rôle transversal, assureront le relais avec les opérateurs de la lutte contre la pauvreté. En fonction des thématiques et mesures abordées, d'autres parties prenantes seront donc également associées aux travaux »<sup>10</sup>.

Christine Mahy se réjouit de la réponse positive immédiate du gouvernement. « *Il faut des réponses rapides*, insiste-t-elle. *Le million d'euros en faveur du secteur de l'Action sociale c'est une bonne chose, une mesure rapide, un bon signe* », dit encore Christine Mahy. « *Il est important de soutenir les associations mais il est crucial d'éviter les effets pervers dans les jours qui viennent et voir comment cet argent va être utilisé !* ».

Le RWLP, qui travaille sur ces thématiques depuis des années, se réjouit encore d'autres mesures comme l'interdiction d'expulser des locataires (jusqu'au 5 avril), la suspension des coupures d'eau dans les ménages ou la suspension des compteurs à budget pour que les gens aient de l'énergie en continu. Ainsi, jusqu'au 30 juin, il n'y aura plus de coupure de gaz ou d'électricité. « *Mais attention à l'endettement !* » prévient-elle. Et le RWLP a obtenu de la *task force* qu'un groupe de travail se penche sur la question de cette dette et demande qu'elle soit en partie au moins prise en charge par l'État.

Quant à lui, le Service [fédéral] de lutte contre la pauvreté, la précarité et l'exclusion sociale a communiqué une liste d'interpellations aux différents niveaux de pouvoirs. Elle concerne l'aide d'urgence, l'accès à l'eau et à l'énergie, l'octroi et le maintien de droits (du revenu d'intégration, par exemple), le maintien du contact avec les personnes vivant dans une situation difficile, une communication accessible à tous et le risque de retard scolaire pour les enfants et les jeunes des familles vulnérables<sup>11</sup>.

## Penser dès maintenant à la sortie de crise

« *Il ne faut pas oublier que la sortie de crise va être très pénible pour les personnes en situation de pauvreté et pour les associations aussi* » affirme Christine Mahy. « *Les sorties de crises sont des moments charnière très dangereux !* », précise-t-elle encore. « *Mais*

<sup>9</sup> Une « *task Force* » est une sorte de comité de crise qui rassemble les différents acteurs d'un secteur pour prendre des mesures exceptionnelles.

<sup>10</sup> Voir communiqué de presse : <https://gouvernement.wallonie.be/files/%255BCP%255D%20-%20Lancement%20de%20la%20task%20force%20d'urgence%20sociale.pdf>

<sup>11</sup> Voir le communiqué de presse du 24 mars 2020 : <https://www.luttepauvrete.be/to-leave-no-one-behind-attention-et-soutien-aux-personnes-en-situation-de-pauvrete-et-de-precarite-dans-le-cadre-des-mesures-relatives-au-covid-19/>

*même s'il faut se montrer vigilant, on peut être satisfait de la réaction des institutions publiques qui montre leurs possibilités de contribuer vertueusement pour le plus grand nombre ! Et ça n'empêche pas de regretter de les avoir vus trop peu avant la crise et surtout, d'espérer les voir aussi bien disposés après la crise ! »*

Quoi qu'il en soit, le RWLP, qui comprend très bien que de nombreuses associations aient suspendu leurs activités, insiste sur l'importance du tissu associatif. Le pouvoir politique n'a pas le contact indispensable avec le terrain et, même si la volonté politique est présente, il n'a pas toujours les leviers pour agir. Valoriser et renforcer les associations maintenant et une fois la crise passée est essentiel. « *Parce que c'est malheureusement certain, les plus pauvres vont avoir du mal à se relever !* », annonce Christine Mahy.

6

### **En guise de conclusion : les enjeux politiques d'une crise sanitaire**

La pandémie de Covid-19 est une crise sanitaire qui constitue également une épreuve « Politique » puisqu'elle questionne la manière dont nous vivons en société, la répartition des chances et des ressources et notre capacité collective à prendre des décisions et à apporter des réponses aux urgences. À cet égard, elle est riche en enseignements et en occasions à saisir.

La propagation d'un virus, le confinement lui-même et les problèmes engendrés par cette crise révèlent plus que jamais que la société n'est pas qu'une somme d'individus mais bien un corps social.

Le confinement, en amplifiant toutes les difficultés, met également en lumière les fragilités, les inégalités et les points de ruptures dans notre société. Les petits indépendants sont encore plus précaires, les personnes âgées encore plus seules, les santés fragiles encore plus à risques, les femmes battues encore plus en danger, les SDF encore plus exclus, les personnes en situation de pauvreté encore plus pauvres, etc.

Et on le voit, l'urgence sanitaire dans ce contexte d'inégalités pousse les gouvernements à prendre des décisions pour protéger les plus vulnérables. Elles prouvent, ce faisant, que quand la volonté politique est là, beaucoup d'avancées sont possibles. Alors pourquoi ne pas convertir certaines dispositions temporaires de crise en véritables progrès sociaux une fois la pandémie terminée ?

Enfin, cette crise sanitaire inédite nous rappelle à quel point l'action du tissu d'associations actives dans la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale est crucial ! Il suffit qu'elles ferment leurs portes pour que des dizaines de milliers de personnes basculent dans la faim et l'isolement. Espérons que cette crise soit salutaire et pousse les institutions publiques à lutter structurellement contre les causes de la pauvreté et à renforcer les associations qui œuvrent chaque jour à plus de solidarité.

Jean-Yves Buron  
Coordinateur régional Action Vivre Ensemble Liège



Avec le soutien de



Disponible sur [www.vivre-ensemble.be](http://www.vivre-ensemble.be)  
Exemplaires sur demande : [info@vivre-ensemble.be](mailto:info@vivre-ensemble.be) ou 02 227 66 80